

# Prix équitable: une (im)posture ?

■ Comment habiller Pierre sans déshabiller Paul, et sans que Hua<sup>(1)</sup> doive renoncer aux règles de base de l'organisation internationale du travail pour produire un jean ? Une fois soulevé le rideau de fer d'un secret commercial de plus en plus opaque<sup>(2)</sup>, ce que cache un prix, y compris une offre gratuite, révèle autant ce qui est choisi que ce qui est subi.

Par Emmanuel Antoine,  
co-directeur de l'association MINGA



Dans un contexte de chômage de masse, fixer une valeur à son travail sans le brader, en toute reconnaissance des efforts fournis, des compétences acquises, des qualifications et des responsabilités engagées, c'est loin d'être simple. D'autant, que le travail est comptabilisé comme une "charge" dans le plan comptable et non comme une ressource contribuant au résultat d'exploitation. Tenir une cohérence professionnelle, ne pas renoncer au sens de son travail, ne pas trahir les exigences de son métier conduisent certains à entreprendre.

## Un droit à l'échec socialement prohibé

Le travailleur entrepreneur qui s'engage à bien faire son travail se confronte inévitablement à la violence d'une économie financiarisée, pressée de résultats à court terme, refusant de prendre le temps de reconnaître l'investissement contenu dans tout travail humain. Faute d'avoir accès au capital, pris par les urgences de trésorerie, il finit vite par s'auto-exploiter pour honorer ses engagements. Être entrepreneur de soi-même devient le statut moderne du travail imposé par une classe dirigeante soucieuse de préserver son patrimoine et de voir les petits entrepreneurs mettre leur maigre bien en jeu pour "crédibiliser" leur engagement, attisant une concurrence entre les travailleurs et remettant ainsi en cause des droits sociaux. Faute de lien de subordination – mais soumis à des donneurs d'ordre – l'accès à l'assurance chômage est interdit. Et à défaut de parachute doré, le droit à l'échec est socialement prohibé.

## Un prix qui rétribue le travail devient de plus en plus difficile à défendre

Un prix qui rétribue le travail (incluant les droits sociaux qui lui sont attachés) devient de plus

en plus difficile à défendre quand le travail n'est qu'une variable d'ajustement par rapport à la valeur spéculative de l'entreprise. La financiarisation de l'économie accentue ce phénomène déjà connu. Le niveau de capitalisation boursière d'une entreprise traduit rarement son résultat d'exploitation. Un phénomène particulièrement prononcé par les bulles spéculatives produites par les start'up de l'économie dite "collaborative". *A contrario*, solliciter l'accès à des capitaux via un prévisionnel d'exploitation crédible – mettant en jeu un travail réel – devient la croix et la bannière, surtout si l'entreprise est non ou peu lucrative (sauf à accepter la logique de privatisation de la connaissance ou du vivant ou, si son gérant possède de solides garanties patrimoniales...).

## Faut-il brader la qualité de son travail pour tirer un revenu et garder un emploi ?

En matière de prix (y compris "équitable"), chacun voit midi à sa porte. Certains agriculteurs sont encore marqués par une idéologie agrarienne qui considère qu'eux seuls fournissent le travail et que tout ce qui se situe en aval de leur production ne serait pas "productif" et ne servirait qu'à spéculer sur leur travail. D'autres, à l'autre bout de la filière, sont persuadés que tout ce qui en aval de leur activité constitue des "contraintes de production" qui doivent se plier aux attentes du marché. Eux seuls pensent connaître les attentes et motivations capricieuses du "roi consommateur". La confusion entretenue entre outil de travail et patrimoine fait souvent perdre à l'agriculteur la maîtrise du coût de revient de son travail. Les mieux lotis deviennent "entrepreneurs", les autres deviennent esclaves de leur outil de travail pour préserver leur statut, remboursant leur dette à défaut de dégager un revenu décent de leur activité<sup>(3)</sup>. La logique de circuit court mise en œuvre par la vente directe oublie parfois d'intégrer dans le prix de vente la part assurée par le conjoint qui fait les marchés. La reconnaissance du travail et des métiers du commerçant ambulant ou sédentaire est aussi occultée, trouvant



▲ Cafè zapatiste pour Terra Libra

le prix affiché toujours trop prohibitif, estimant à tort que la marge commerciale va directement au commerçant. Ce manque d'empathie pour un autre métier de la filière, en l'occurrence celui du commerçant confronté, lui aussi, à la grande distribution et à des conditions d'accès au foncier difficiles, enferme la profession agricole dans un corporatisme mortifère, s'adressant directement aux consommateurs, plutôt qu'au monde du travail et des métiers d'une filière alimentaire. En amont également, la moindre spécialisation en terme de métier, comme celle des artisans semenciers qui produisent des variétés population, reviendrait à agir contre la souveraineté "paysanne" (alors que plus de 80% des légumes bio cultivés le sont à partir de semences hybrides F1 achetées auprès d'industriels de la semence).

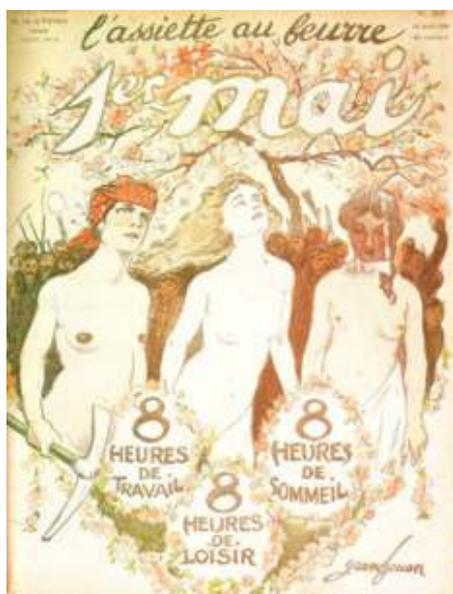




© Terra Libria

## Les préjugés à l'encontre des petits commerces ont la peau dure

Les préjugés envers les petits commerces et les artisans ont la peau dure. Un certain nombre de militants "progressistes" restent persuadés que la grande distribution défend le pouvoir d'achat du consommateur alors que le commerçant de proximité serait un petit bourgeois qui s'enrichit sur le dos des autres. Il est fréquent de rencontrer des militants anticapitalistes qui, en attendant la révolution, aiment bien discuter avec la librairie



© DR

du coin pour refaire le monde, mais achètent le dernier pamphlet anticapitaliste sur Amazon en occultant également qu'il est édité par une filiale du marchand de canons Lagardère.

La culture commune en matière de science sociale est tellement faible que pas mal de consommateurs restent persuadés que le prix de vente d'un article se réclamant du commerce équitable va intégralement dans la poche du producteur.

Le prix reste un sujet ardu : il indique la confrontation avec la réalité économique capitaliste. Certaines initiatives voulant combattre à elles seules le capitalisme s'enferment dans un entre-soi "alternatif" quasi religieux, qui conduit à brader son travail pour rendre son fruit accessible au plus grand nombre ou à refuser d'évaluer la productivité de son travail ou de se spécialiser. Le prix devient alors le reflet d'un manque de compétence, à n'avoir comme argument de vente ou explication d'une insuffisance d'exploitation permanente que la cause défendue, la qualité du produit ou de la prestation passant au second plan.

### Commerce équitable : bis repetita

Le sujet du prix équitable était l'un des aspects baroques des prémices de la normalisation du commerce équitable auxquelles Minga avait été associée. La dérégulation des prix du café à la fin des années 80 avait accentué une spéculation exacerbée sur ce produit au point de générer des conséquences sociales dramatiques dans les pays producteurs. Sensibiliser les consommateurs sur leur choix d'achat était nécessaire, mais créer une marque revenait justement à clore le débat. Équitable ou pas, le prix d'un café révèle une mondialisation des populations agricoles des pays pauvres en fournisseurs de matières premières à bas prix. N'ayant aucun moyen de négocier, *a fortiori* quand le prix est "équitable" puisque l'acheteur se montre plus généreux, les producteurs restent aux prises d'une culture coloniale pétrie de bons sentiments qui justifie ses actes au titre de valeurs morales et refuse l'examen des faits, de peur de ternir l'image du "camp du bien".

Après l'apparition au grand jour des contradictions du commerce équitable qui se réclame comme Le commerce équitable, il semble que le réseau Biocoop et sa centrale d'achat emboîte le pas des GMS (grandes et moyennes surfaces) avec un métré de retard, pour s'afficher "pionnier du commerce équitable nord/nord". Là encore, cet effet marketing sert moins des engagements professionnels sincères qu'il ne permet à cette centrale de récupérer de la valeur ajoutée produite par le travail des détaillants, de lancer des marques distributeurs et de faire pression sur leurs détaillants pour qu'ils cessent de s'approvisionner directement auprès de certaines marques artisanales. Quand pour Biocoop, la garantie équitable tient à la marque "Eco-cert équitable", il y a de quoi sourire jaune au regard

des pratiques de cette société révélées lors de sa dernière crise sociale<sup>(4)</sup>.

Afficher un prix équitable dans une économie capitaliste qui masque toutes les inéquités en jeu pour élaborer un prix, c'est entretenir l'inéquité et le déficit démocratique qu'elle produit. Le prix juste est une perspective politique, pas une promesse commerciale. Occulter la question de la rémunération du travail des acteurs d'une filière, c'est réduire l'approche économique de l'équité à deux extrêmes, l'une caritative, l'autre, marketing. Dans les deux cas, la gestion symbolique de l'équité prend le pas sur la rigueur, l'intégrité et l'innovation économiques requises pour la voir progresser. La promotion d'une marque ou d'un label devient alors plus importante que les enjeux qui l'ont fait naître, avec des acteurs qui se résignent complaisamment à accepter que le développement d'un marché implique ipso facto la concentration de moyens de production. Le pragmatisme se confond avec la soumission, le militantisme étant instrumentalisé pour identifier de nouvelles attentes marchandes.

C'est précisément parce qu'un commerce équitable est une problématique partagée que Minga a développé un système d'analyse des filières (SAF)<sup>(5)</sup> défendu et pratiqué par des membres et leurs partenaires. Cela débute par l'examen d'un prix pour permettre à des acteurs d'une filière de susciter des coopérations pour produire et promouvoir une économie plus équitable. Par définition, l'équité est une affaire de dialogue, pas un argument de vente proclamé par un seul protagoniste exigeant des garanties de ses fournisseurs. Interroger la nature d'un engagement professionnel qui s'affiche "équitable" ne veut pas dire pour autant que l'on soit converti aux vertus d'un doux commerce et de la main invisible du marché. C'est avant tout s'interroger sur l'envahissement des rapports marchands dans la société ■

### Notes

- 1- Les ouvrières de Chine, du Laos, du Cambodge, du Bangladesh doivent faire face à une répression policière violente sur la base de revendications bien en deçà des revendications du 1<sup>er</sup> mai en 1906!
- 2- Alors que la récente loi sur le renseignement permet une surveillance généralisée des citoyens, l'accès par le citoyen aux informations économiques d'une entreprise est de plus en plus difficile. Si les sociétés commerciales (inscrites au RCS) restent soumises à l'obligation de déposer leurs comptes annuels au greffe du tribunal de commerce, elles ont désormais la possibilité de ne pas les rendre publics.
- 3- « Un moyen de rendre les mecs productifs et de leur faire accepter de ne pas être rémunérés de leur travail. La femme ou le mari ira travailler dehors pour constituer le revenu. Moi, ma femme travaille au noir chez des maraîchers, à arracher des légumes pour qu'on puisse gagner notre croûte. J'ai l'équivalent de 12 hectares avec mon poulailler et on est heureux d'avoir de quoi rembourser nos emprunts, c'est une grande joie. Oui, on nous motive au-delà du paiement du boulot, c'est prodigieux. » Bernard Lambert le 4 mai 1981 au séminaire "Luttes dans et pour l'espace rural" <http://strates.revues.org/4732>
- 4- [www.reporterre.net/Les-salaries-du-geant-de-1](http://www.reporterre.net/Les-salaries-du-geant-de-1)
- 5- [www.analysedesfilieres.net](http://www.analysedesfilieres.net)